



EXTRAIT DE PÉTITION
(Article 64 du Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 3616 pétitionnaires.

Désignation : Citoyennes et citoyens du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE la Commission des finances publiques de l'Assemblée nationale a reconnu la nécessité de trouver un moyen d'atténuer, sinon d'éliminer, la perte de pouvoir d'achat des retraités imputable à la désindexation des rentes pour les années 1982-1999

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation a pour mandat d'amener les associations de retraités, les syndicats et les associations de cadres à soumettre des propositions communes à ce sujet;

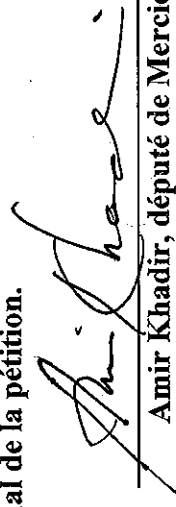
CONSIDÉRANT QUE les associations de retraités de l'État ne font pas partie des négociations de leurs régimes de retraite, contrairement aux représentants des retraités dans le secteur privé;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés citoyens du Québec, demandons à l'Assemblée nationale :

- de corriger la désindexation des rentes de retraite de secteurs public et parapublic;
- d'exiger du gouvernement le dévoilement des études, évaluations et avis pertinents pour soumettre des propositions réalistes;
- d'intégrer les associations de retraités de l'État aux négociations des régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.


Amir Khadir, député de Mercier

6 June 2012
Date